

# ENTRÉE

GRATUIT

# LIBRE

depuis 1986

Journal communautaire de Sherbrooke  
FÉVRIER 2007 • Vol. 22 • No. 1 • 122<sup>e</sup> numéro

**Riches et pauvres : le fossé s'élargit** (page 2)

**Coupures idéologiques au fédéral** (page 3)

**Dossier international** (page 4 à page 8)

**La culture locale** (page 12)

## Déclaration du Québec

# Responsables aussi du monde

PAR LE CSI ET L'AQOCI

Le 8 juin 2006, le Carrefour de solidarité internationale (CSI) tenait la consultation estrienne des États généraux de la solidarité et de la coopération internationales. Plus de cinquante personnes ont répondu à l'invitation du CSI s'inscrivant ainsi dans le processus de la tenue des États généraux de la coopération et de la solidarité internationales initié par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

*Responsables aussi du monde, nous voulons jouer pleinement notre rôle dans la construction de rapports justes et solidaires entre les peuples. C'est là l'engagement pris par les États généraux de la coopération et de la solidarité internationales qui ont réuni, les 8, 9 et 10 novembre 2006 à Montréal, à l'initiative de*

*Cette Déclaration du Québec veut exprimer notre vision commune du développement et de la solidarité internationale, servir de base à notre plaidoyer auprès des autorités politiques, proposer des pistes d'action collective concrètes...*

l'AQOCI, des représentants et des représentantes des organisations de la société civile du Québec, de même que des partenaires de plusieurs régions du monde. Cette Déclaration du Québec veut exprimer notre vision commune du développe

ment et de la solidarité internationale, servir de base à notre plaidoyer auprès des autorités politiques, proposer des pistes d'action collective concrètes et constituer la réplique de la société civile du Québec aux conceptions de l'aide et du développement mises de l'avant dans la Déclaration de Paris, adoptée en mars 2005 par les gouvernements et par les membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Responsables aussi du monde, la société civile veut apporter sa contribution spécifique à la construction de cet autre monde possible et de plus en plus nécessaire. Comme membres de cette société civile, nous y apportons une expertise, une diversité et une préoccupation pour le bien commun qui sont irremplaçables. Et notre force nous vient autant de notre engagement et de notre capacité de mobilisation que de notre volonté de concertation et de nos acquis sur le terrain. C'est cette

richesse que nous voulons ensemble mettre à profit parce que nous sommes responsables aussi du monde. Voici, un résumé de l'état du monde et de nos revendications et engagements.

### L'état du monde

La mondialisation néolibérale domine l'agenda économique et politique et fait ses ravages : disparité croissante entre richesses éhontées et pauvretés scandaleuses, affaiblissement des États, domination des logiques commerciales et financières de l'économie, privatisation des services publics, marchandisation de plus en plus grande des connaissances, du vivant et de même ce qui était traditionnellement le bien commun. De nombreuses expériences prometteuses et la renaissance d'une mobilisation politique constituent toutefois des signes d'espoir.

### Nos revendications

Nous voulons construire un monde fondé sur le droit et



BERGER

**Tous ensemble, nous possédons la force du nombre !**

sur les droits (individuels et collectifs). C'est pour nous un rempart fondamental contre la pauvreté, les injustices, la guerre et la violence. Nous exigeons partout l'égalité entre les femmes et les hommes, contribuant ainsi à l'*empowerment* des femmes. Nous condamnons la guerre et la militarisation comme manières de régler les conflits. Nous refusons et dénonçons le détournement d'une partie de l'aide au développement au profit de considérations « sécuritaires », liées à la « guerre au terrorisme ».

### Nos engagements

Améliorer, dans le respect des identités diverses de chacun, la coordination en

tre les organismes de coopération internationale. Il est urgent de développer des analyses communes et des plans d'action plus concrets, tant dans certaines de nos interventions à l'étranger qu'ici, dans notre travail d'éducation du public et dans nos revendications face aux autorités gouvernementales. Faire accepter le 0,7 % comme une norme sociale reconnue de plus en plus par les institutions et les entreprises de la société à titre de contribution nécessaire de chacune au financement de projets concrets de solidarité internationale.

Source : Site du CSI  
www.csisher.com et site de l'AQOCI www.aqoci.qc.ca

Carrefour de   
**Solidarité**  
INTERNATIONALE

Ce numéro est rendu possible grâce à la collaboration du  
**CARREFOUR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

# ÉDITORIAL

## Entre les riches et les pauvres

### Le fossé prend de l'ampleur

La concentration éhontée de la richesse chez les très riches de la planète doublée d'une augmentation sans borne, ne fait que creuser le fossé entre les riches et les pauvres. En ce début d'année 2007, ce constat établi depuis quelques décennies, revient confirmer l'écart grandissant entre les pays riches et les pays pauvres, de même qu'entre les riches et les pauvres d'un même pays. Les causes sont multiples et leurs effets pervers se retrouvent à l'échelle planétaire. Cette classe dominante excessivement riche, n'a d'autre idéal que le conservatisme et des profits gargantuesques, peu lui importe les millions de gens vivant dans des conditions insalubres (réfugiés, guerres, bidonvilles, etc.).

### Toujours plus riches !

Chez nos voisins du Sud, *La Presse* du 22 janvier dernier nous apprenait que « Le nombre de riches a grimpé à des niveaux jamais vus depuis un siècle aux États-Unis grâce à une économie florissante, mais cela s'accompagne d'un creusement des inégalités sociales ». En 2006, « les États-Unis abritaient plus de 400 milliardaires » et « les chefs d'entreprises américains étaient payés en moyenne 262 fois plus que le salarié moyen ». Ce n'est que récemment que la Chambre des représentants a voté une augmentation du salaire minimum horaire passant de 5,15 \$ à un « gros » 7,25 \$ dollars. Cela ne s'était pas vu depuis 1997, et ce, dans le pays le plus riche de la planète !

### Pertes de nos protections sociales

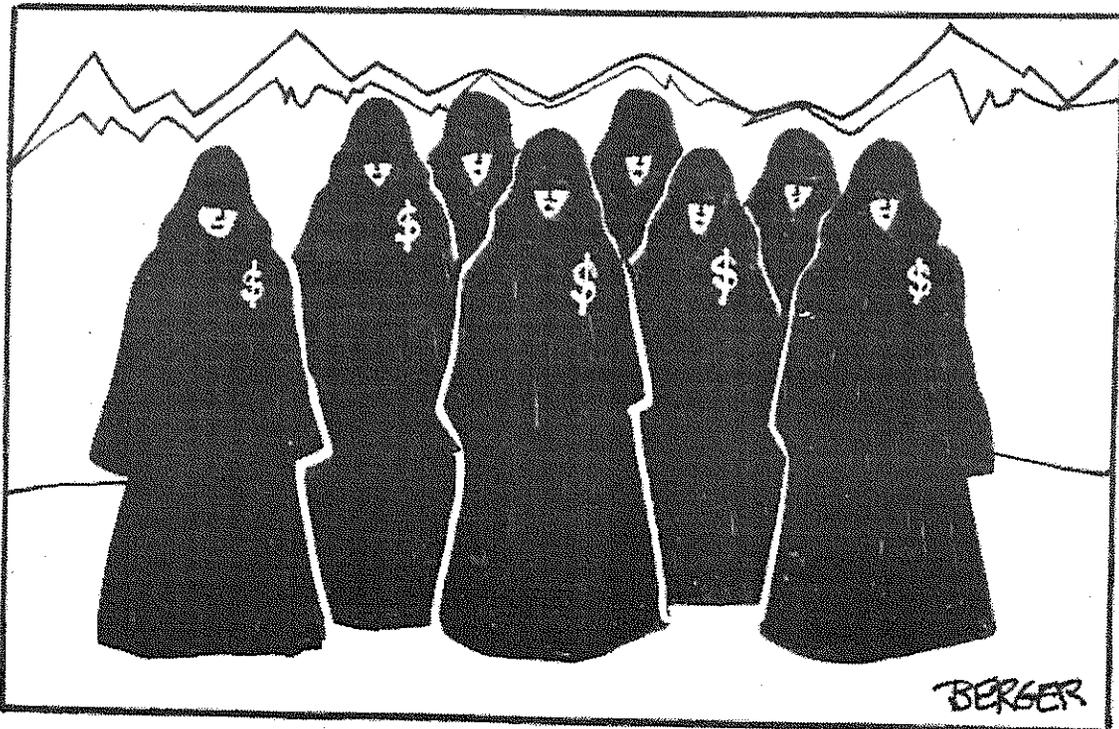
Un article de *La Presse* du 14 décembre 2006, nous laissait voir qu'au Canada, « depuis 1999, les riches continuent de s'enrichir et selon Statistique Canada, la portion de la richesse nationale détenue par les 10 % plus riches est passée de 56 % à 58 % entre 1999 et 2005. En même temps, nous avons assisté à une érosion de nos protections sociales. Au fédéral, les prestataires de l'assurance-emploi ne reçoivent plus que 55 % de leur salaire au lieu de 66 % avant la réforme. La dette totale des ménages canadiens (hypothèques, prêts à la consommation et « autres dettes ») représentait en 1990, 91 % de leurs revenus disponibles. En 2005, ce pourcentage était passé à 125 %, un niveau sans précédent (*Revue Notre-Dame*, février 2007). Au provincial, sous Jean Charest, les prestataires de la sécurité du revenu (jugés aptes au travail) ne reçoivent qu'une indexation annuelle de 50 %. L'annonce de la fin du gel de douze ans du prix des médicaments couverts par le régime public d'assurance québécois en inquiète plusieurs. Ajoutons à cela les hausses de tarifs successifs en matière d'énergie et de transport urbain.

En région, les récentes données contenues dans le *Point de conjoncture économique - L'Estrie en 2006* du bureau d'Emploi Québec Estrie, démontrent que la perte d'emplois dans le secteur manufacturier, plus de 11 000 en trois ans, se poursuit, attribuée en grande partie au rôle accru de la Chine sur le marché mondial. Sur les 2 200 emplois créés en Estrie, près de la moitié était dans le secteur du commerce (à faibles salaires) et le nombre de nouveaux emplois à temps plein et à temps partiel étaient pratiquement égaux. De plus, une augmentation de jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 19 ans sur le marché du travail laisse songeur et risque d'aggraver la situation du décrochage scolaire. Il y avait 1 400 femmes de moins sur le marché du travail à la fin de 2006 comparativement à l'année précédente (emplois à temps plein surtout).

### Un coup de barre s'impose !

Les chiffres parlent d'eux mêmes : des milliards de profits contre des milliards d'humains. L'état social et écologique de la planète est en péril. Arundhati Roy, militante pacifiste des Indes, en appelle à la force du nombre. Entendons-la, soyons nombreux et solidaires à dire non à toutes ces politiques néolibérales qui engendrent la misère, à tous ces chefs de grandes entreprises qui se prennent pour les maîtres du monde, à tous ces gouvernements élus mais au service de ces mêmes entreprises. Assurons notre sécurité et non la leur !

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



A Davos, les grands de ce monde laissent tomber la cravate...

## Ban Ki-moon : Huitième Secrétaire général de l'ONU

PAR LOUISE DAIGLE

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a élu en octobre dernier, son huitième Secrétaire général, Ban Ki-moon, un diplomate d'origine sud-coréenne. Il succède ainsi à Kofi Annan, qui avait occupé ce poste durant dix ans.

Au moment de son élection au poste de Secrétaire général de l'ONU, M. Ban était ministre des Affaires étrangères et du commerce de la République de Corée. Il a toujours défendu la vision d'une péninsule coréenne pacifique, assumant un rôle important en faveur de la paix et de la prospérité dans la région et dans le monde.

### 192 États membres

Certains ont dit de M. Ban, qu'il pourrait être favorable aux intérêts américains. N'a-t-il pas déclaré peu après son élection, vouloir « combler le fossé » entre son organisation et les États-Unis ? Pour d'autres, comme Jocelyn Coulon, directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix à l'Université de Montréal et Jean-françois Lévesque, de

la Chaire de recherche du Canada en politique étrangère et de défense canadiennes à l'UQAM, rien n'est sûr. Bien qu'il vienne d'un pays « essentiellement sous protectorat américain où sont déployés 40



Ban Ki-moon

000 hommes du Pentagone » et qu'il a « une bonne connaissance de la culture américaine et une expérience des institutions américaines », M. Ban, selon eux, sera davan-

tage influencé par le poste et les responsabilités qui en découlent. On avait dit la même chose pour son prédécesseur. Une chose est sûre cependant, il est beaucoup moins coloré que Kofi Annan. « Les journalistes m'appelaient l'anguille glissante parce qu'ils ne pouvaient jamais m'attraper » a-t-il déclaré récemment. Son but est de ne pas déplaire les attentes des 192 États membres. Entre temps, il compte élever les critères éthiques auprès de l'organisation et donner le feu vert à une réforme du Conseil de sécurité.

Donnons la chance au coureur et attendons de voir quel sorte de leader planétaire se cache sous cette « anguille glissante » !

Source : Site web de l'ONU  
*La Presse*, 17 déc., 2006, 2 Plus

ENTRÉE  
LIBRE

187, rue Laurier, local 317  
Sherbrooke (Québec)  
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270  
entree@aide-internet.org

Tirage : 9000

#### Équipe de rédaction

Yanick Bilodeau  
Louise Daigle  
Claude Dostie Jr  
Annie Forest  
Carole Gascon  
Normand Gilbert  
Isabelle Lombardo  
Benoit Pilote

Mise en page  
Louise Daigle

Correction  
Louise Daigle  
Jessica Lemieux

#### Caricature

Pierre Berger

#### Collaboration

Christine Abdel-Malek  
Yvonne Bergeron  
Manon Brunelle  
Alex Boudreau  
France Croteau  
Gilbert Gosselin  
Marco Labrie  
Yves Lawler  
Mélanie Mercier B.  
Marie Ouellet  
Denis Poudrier  
Micheline Plante

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :  
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 2007  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite  
délimité par les rues Queen au nord,  
Saint-Joseph au sud, Le Phare à  
l'ouest et par la rivière St-François.

AMECQ Association des médias écrits communiquants du Québec

Distribution Assermentée AODA

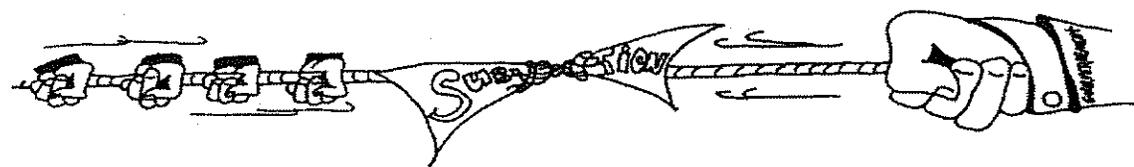
Culture et Communications Québec

Rpm

# Des coupes « idéologiques »...

PAR NORMAND GILBERT • Pour le comité de coordination de la TROVEPE

À l'automne dernier, le gouvernement Harper annonçait des compressions de 1.1 milliard dans divers programmes destinés principalement à des organismes communautaires un peu partout au Canada (voir certains exemples dans le tableau ci-dessous). Ces compressions, le réaménagement et l'abolition de certains programmes semblent avoir des visées davantage idéologiques qu'économiques.



Archives : La TROVEPE

D'énormes coupures dans les programmes fédéraux dont celui destiné aux étudiants et étudiantes, le programme Placement carrière été.

En effet, le gouvernement ne peut certainement pas invoquer le manque d'argent avec des surplus importants ces dernières années, dont un de 13,2 milliards en 2006 ! De plus, plusieurs de ces coupures touchent des questions moins en vogue chez les conservateurs : droits des femmes, des homosexuels, des autochtones, l'alphabétisation, soutien aux jeunes, etc.

## Recommandations aux poubelles !

Un des programmes visés est le Placement carrière été (PCÉ) visant à accorder des projets en vue d'engager des étudiants et des étudiantes pendant la période estivale. La quasi-totalité des projets provient des organismes communautaires. En plus d'accorder une expérience de travail à des milliers de jeu-

nes, ces projets permettent aux organismes de réaliser des projets qui ne pourraient voir le jour sans cet apport de ressources ponctuelles. Un des aspects intéressants de ces emplois demeure l'éveil de ces jeunes à la « vie citoyenne » et à la connaissance des organismes communautaires comme lieu d'apprentissage de la démocratie. La coupure annoncée de 50 millions signifie une diminution importante du nombre d'emplois qui seront créés l'été prochain. Pourtant, la TROVEPE (Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie) était déjà intervenue publiquement et politiquement à l'automne 2002 pour demander une bonification de ce programme en vue d'améliorer les revenus associés aux emplois créés : augmentation du salaire de base

(actuellement au salaire minimum), augmentation du nombre de semaines pour les projets (souvent à 6, 7 ou 8 semaines seulement), un minimum d'heures de travail par semaine, etc. Bref, la TROVEPE, par ses interventions, signifiait l'importance qu'elle accordait à ce programme.

Comme pour donner raison à la TROVEPE, un comité gouvernemental recommandait aussi une bonification de ce programme. Une lettre du député de Sherbrooke au fédéral, M. Serge Cardin, adressée aux ministres Finley et Blackburn l'énonce d'ailleurs clairement : « Le 31 mai 2006, à l'unanimité, le Comité permanent des Ressources humaines, du développement social et de la condition des personnes handicapées a déposé un rapport visant à amé-

liorer le programme Placement carrière été. En octobre 2006, ce même comité a adopté à la majorité (seuls les conservateurs ont voté contre) une motion demandant au gouvernement de maintenir le financement du programme au niveau de 2005-2006. » Par ces coupures, le gouvernement va carrément à l'encontre de ces recommandations.

## Alerte au conservatisme !

Par l'ensemble de ces politiques néolibérales, le gouvernement

Harper menace nos acquis sociaux dans plusieurs domaines et risque d'entraîner la fragilisation de plusieurs groupes communautaires au Québec. Face à ces menaces, les organismes communautaires et la population en général seront appelés à réagir vigoureusement au cours des prochains mois.

Cependant, il ne faut pas limiter nos interventions seulement contre le Parti conservateur, mais aussi contre les idées conservatrices en soi quel que soit le parti qui les « propage ».

## Signature des registres

### Victoire démocratique

PAR LOUISE DAIGLE



Le résultat de la signature des registres de la Ville de Sherbrooke concernant la demande d'un référendum sur l'adoption du projet du plan d'urbanisme s'est soldé par une belle victoire démocratique. En effet, une grande participation citoyenne a permis de récolter 3 189 signatures. Ce chiffre dépasse largement celui exigé minimalement, soit 2 887 signatures. Chapeauté par la Coalition Sherbrooke Milieu de Vie (CSMV), ce mouvement d'opposition s'est ainsi rendu à la deuxième étape du référendum.

Par cette action, des citoyens ont lancé le message à l'administration Perrault qu'ils s'opposent à certains éléments de son plan d'urbanisme et que, par ailleurs, ils endossent les objectifs de la CSMV qui portent davantage sur des projets novateurs au niveau environnemental, économique et social. Les gens se sont déplacés pour trois raisons principales : exercer leur droit de citoyen, protéger l'environnement et s'opposer à l'agrandissement du plateau St-Joseph. Pour tous ces gens et bien d'autres, c'en est assez des *power center*, de l'étalement urbain et de la fermeture de commerces de proximité !

Le maire Jean Perrault a déclaré qu'il acceptait la décision de la population. Tenu légalement de faire un référendum, il souhaite le réaliser avant la date limite du 6 mai. Il se dit prêt à affronter cette deuxième étape, la Coalition Sherbrooke Milieu de Vie également ainsi que tous ses supporteurs. C'est à suivre !

## Quelques exemples des compressions budgétaires du gouvernement fédéral touchant des groupes communautaires québécois

Mesures	Coupure en millions \$	Commentaires
Disparition du Programme de contestation judiciaire	5,6	Ce programme a permis à des groupes minoritaires ou marginalisés de défendre leurs droits (francophones hors Québec, homosexuels, femmes).
Coupures au budget destiné aux agences qui s'occupent du statut de la femme	5	Coupures de 38,5% au budget de Condition féminine Canada accompagnées de nouveaux critères de financement qui font que le travail de défense de droits et de lobby politique ne sera plus soutenu.
Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences pour les adultes	17,5	Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) évalue la coupure à ± 1 million 350 \$ en alphabétisation « populaire ».
Élimination du soutien à l'initiative canadienne sur le bénévolat	9,7	Plusieurs conséquences à court terme : perte du financement pour les activités de recherche sur le bénévolat, pour l'essai de pratiques novatrices en matière de gestion des ressources bénévoles, pour le transfert et la diffusion de nouvelles connaissances et ressources, coupures pour la Semaine de l'action bénévole, etc.
Programme dans l'emploi des jeunes	55,4	Le Secrétariat du Conseil du trésor qualifie cette coupure de « meilleur ciblage des investissements dans l'emploi des jeunes ».
Programmes Placement carrière été	50	Programme de création d'emplois d'été pour les étudiants et étudiantes.

Source : Comité aviseur de l'action communautaire autonome, décembre 2006

## Audience du Conseil des services essentiels

### Première participation du RUTASM

PAR FRANCE CROTEAU • RUTASM



Le Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain (RUTASM) a participé le 8 janvier dernier à une audience du Conseil des services essentiels (CSE), qui avait à déterminer la suffisance des services essentiels convenus entre l'employeur, la STS et le syndicat des employés du transport adapté, à l'occasion de la grève annoncée le 30 décembre dernier, pour le 12 janvier suivant.

La demande du RUTASM, que tous les services de trans-

port adapté soient maintenus, moyennant que le CSE demande à la STS de retourner à la table des négociations, n'a pas été retenue. Une première journée de grève a donc eu lieu vendredi le 12 janvier dernier, dans la controverse et la confusion, et une deuxième est prévue pour le 2 février prochain.

Le RUTASM espère un règlement rapide dans ce conflit.



## MÉDIA

### La pub, ça convainc les autres, mais pas moi !

Les jeunes se doutent bien que la publicité influence leur vie, enfin, la vie de tout le monde sauf d'eux-mêmes. C'est, entre autres, ce qui est ressorti du projet *L'Esprit Critique : À l'École, dans ma vie !* que j'ai réalisé au cours de la dernière année en visitant des classes de secondaire à Sherbrooke et à Magog. Les ateliers que je proposais m'ont permis de rencontrer quelques centaines d'élèves afin de discuter de leurs valeurs, de leurs choix et de l'influence que pouvaient avoir les médias sur ceux-ci. \*\*

Mais chaque jeune que j'ai rencontré, comme la plupart des adultes d'ailleurs, pensait ne pas être lui-même vraiment influencé par les médias. « Si les publicitaires investissent des milliards chaque année, c'est que ça doit fonctionner pour d'autres, mais pas pour moi. » « Quand j'achète un T-shirt de marque, c'est parce que je le trouve beau. Pas à cause de la pub. » Selon plusieurs, ce serait de ressembler à leurs amis qu'ils cherchent ouvertement à faire. Faire comme le groupe, mais un groupe qui lui ne fait pas comme tout le monde, encore moins comme le voudraient les médias.

Si le besoin de faire partie de la gang semblait très présent chez plusieurs adolescents du secondaire, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il était très difficile d'essayer de leur faire admettre que plusieurs d'entre eux s'habillaient et se comportaient comme de vrais sosies de leurs idoles de film, de télé et de vidéoclips.

### Mais alors ? Surprise !

Ce que j'ai fait ensuite, c'est de leur demander ce qui est véritablement important pour eux, ce qui est plus important que tout le reste. Voici ce que la plupart ont répondu : d'être aimé dans une famille unie et harmonieuse ; d'avoir une relation amoureuse solide et durable ; que l'environnement soit sain ; d'être en santé ; que le monde soit en paix et qu'on s'occupe des plus vulnérables. En prenant le temps de discuter simplement de ce qui compte vraiment pour eux, la tension et l'agitation diminuaient ; ils mettaient moins d'importance sur leur désirs matérialistes d'argent, de grosses voitures sport ou de sorties de magasinage au centre commercial.

En fait, les jeunes que j'ai rencontrés partageaient des valeurs très saines, quand je prenais le temps de les sortir du cadre matérialiste et du culte du divertissement sans fin dont plusieurs médias font la promotion. Je parlais avec eux de ce qu'ils n'avaient pas l'occasion d'entendre souvent dans les médias. Et j'ai vu en ces jeunes des personnes de cœur.

### Aimer et être aimé, bien au-delà de la pub...

Peut-être avaient-ils raison d'affirmer être un peu hors de portée de l'influence de la publicité parce qu'ils semblaient pour la plupart d'accord qu'aucune chose vantée par la pub, par la télé et par Hollywood ne peut leur apporter ce qu'ils cherchent vraiment au fond : de s'aimer eux-mêmes, d'être aimés tels qu'ils sont, d'être bien entourés dans un environnement de paix, de respect et d'entraide.

Il leur reste maintenant à ne pas perdre leur temps et leur argent à courir après ce qu'ils savent futile...

PAR ALEX BOUDREAU • CRÉMI

\*\* Interventions réalisées dans le cadre de ce projet Jeunes Volontaires soutenu par le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille et le Collectif Régional d'Éducation sur les Médias d'Information (CRÉMI)



Visitez notre site web  
[www.aide-internet.org/cremi](http://www.aide-internet.org/cremi)

Pour information : 346-0101

## Du Mali à Saint-Camille

### Des stagiaires maliens en sol estrien

PAR MARIE OUELLET • Stagiaire au Mali 2006

Au Carrefour de solidarité internationale (CSI), la solidarité internationale n'est pas unidirectionnelle ! Ils sont plusieurs Québécois à fouler le sol du Mali dans le cadre de stages. Depuis 2001, par le biais de différents projets, il y a maintenant des hommes et des femmes engagés qui quittent le Mali pour venir échanger leurs expériences et leurs expertises avec les communautés de l'Estrie. Depuis 2001, l'expérience a dépassé la théorie et a vu naître une solidarité au-delà des espérances.

Deux semaines après leur arrivée dans le village de Saint-Camille, N'dji Coumaré (agent de projets de Kilabo), Abdoulaye Dembelé (premier secrétaire administratif de la Fédération Sindjiya de Dégnekoro) et Awa Fomba (troisième secrétaire administrative de l'Association des femmes de la Fédération de Dégnekoro) ont pris le temps de me raconter cette histoire de solidarité.

### Vivre au quotidien

Ce n'est pas un hasard si cette rencontre s'est faite en plein cœur du village au milieu de l'effervescence habituelle du P'tit bonheur de Saint-Camille le mardi midi. Depuis cinq ans, en collaboration avec le CSI, Saint-Camille accueille les stagiaires du Mali et la communauté les intègre réellement à la vie du village. Les partenaires du Mali vivent ici plus qu'une expérience professionnelle ; ils

sont plongés dans le quotidien des gens de Saint-Camille et deviennent partie prenante de la communauté. Au fil des ans, cette expérience s'est avérée une source de richesse considérable pour les stagiaires du Mali, mais aussi pour la communauté de Saint-Camille. Abdoulaye Dembelé et N'Dji Coumaré parlent longuement de tout ce qu'ils ont appris en quelques jours passés à la Clé des champs, que ce soit en matière d'enrichissement des sols ou des types de culture saisonnière. François Rancourt renchérit en notant les ressemblances quant à la gestion de l'agriculture par groupes d'intérêt économique nommé ici coopérative.

Selon François, les coopératives québécoises ont beaucoup à apprendre de l'expérience malienne tant sur la structure des regroupements que sur les valeurs promues par ceux-ci. Awa Fomba, qui séjourne pour la première fois au Québec, est

de son côté étonnée de constater l'aboutissement des produits du karité, fruit du travail de beaucoup de femmes maliennes. Elle rappelle cependant la minime part des produits du karité qui sont destinés au marché du commerce équitable. Sur ce marché avec le CSI, le beurre de karité est acheté plus de trois fois la valeur du marché local malien.

Les femmes cherchent donc à maximiser le marché potentiel que cela représente. Parce qu'il permet à la communauté de retrouver une certaine autonomie financière et d'investir à même des projets de santé, d'éducation ou d'hygiène, le commerce équitable est un influent majeur sur la qualité de vie de tous les villages qui y travaillent. L'Association des femmes de Saint-Camille a d'ailleurs très bien saisi l'importance du rôle des femmes dans cette nouvelle avenue de développement et elle a demandé à devenir membre de l'Association des femmes de Dégnekoro... les femmes de Saint-Camille acquittent maintenant leur membership annuel et participent, à distance évidemment, aux rencontres des femmes de Dégnekoro !

C'est avec un sourire complice qu'Abdoulaye conclut notre rencontre en soulignant que l'an dernier, la commune de Dégnekoro est passée de neuf villages à dix : comptant maintenant officiellement le village de Saint-Camille. Parce que bien avant la distance qui sépare les villages, il y a la solidarité qui les unit.

Source : CSI informe, automne 2006, Vol. 10 n° 1



Photo : Sylvain Laroché

Le bonheur est dans les champs de Saint-Camille, en Estrie...



187, rue Laurier, local 314  
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4  
Téléphone : (819) 566-2727  
Télécopieur : (819) 566-2664  
Courriel : [trovepe@aide-internet.org](mailto:trovepe@aide-internet.org)

### LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

AMNISTIE INTERNATIONALE est un mouvement mondial indépendant et impartial formé de bénévoles qui interviennent directement pour la défense des droits de la personne. À Sherbrooke, une rencontre a lieu à chaque premier mardi du mois à 19 heures au CSI, 165, rue Moore. Information : Claude Libersan au 819-820-7355.

# Un dangereux amalgame

PAR MARCO LABRIE • Directeur général du Carrefour de solidarité internationale

Depuis déjà quelques temps, le gouvernement conservateur tente, par le biais d'une campagne de communication fort bien orchestrée, de faire croire aux Canadiens et aux Canadiennes que la guerre dans laquelle est engagée le Canada en République islamique d'Afghanistan a d'abord et avant tout des objectifs liés au développement des populations.

Au cours des derniers jours, le gouvernement conservateur a multiplié les annonces d'investissement en aide publique pour l'Afghanistan (20 millions au cours des dernières semaines). À lire l'entrevue de la ministre Verner (*La Tribune*, 12 janvier 2006), nous aurions cru entendre la responsable d'une ONG parler de programmes de développement qui se dérouleraient dans un pays somme toute assez stable. Ce que madame Verner a omis de mentionner dans son entrevue, est le fait que l'aide qu'apporte le Canada à l'Afghanistan (1 milliard de dollars sur 10 ans) est accordée majoritairement via les militaires canadiens. Comme le mentionne madame Véronique de Geoffroy, spécialiste française des interventions d'urgence humanitaire : « Nous assistons actuellement à l'intégration de l'assistance humanitaire au dispositif réellement militaire en tant que fonction naturelle des armées, et partie constituante de leur stratégie. Le volet humanitaire est utilisé pour obtenir le sou-

tien des opinions publiques et légitimer ainsi la décision d'intervention. » En clair, cela signifie que les militaires utilisent l'arme de l'aide humanitaire afin d'obtenir des renseignements stratégiques.

## Confusion des rôles

La confusion des rôles entre l'humanitaire et le militaire a des implications sérieuses. Elle permet l'instrumentalisation de l'aide humanitaire au service d'intérêts politiques et partisans, ce qui est dangereux et inacceptable. Cette approche canadienne en Afghanistan semble confirmer les appréhensions contenues dans le « Bilan de l'Aide 2006 » où on y indique que le Canada est partie prenante des pays membres de l'OCDE qui veulent élargir la définition de l'aide internationale afin d'y inclure les aspects militaires et de sécurité. Cela signifierait que les dépenses militaires pourraient dorénavant être comptabilisées au chapitre de l'aide publique au développement, alors que déjà la

disproportion entre les dépenses militaires et les programmes de coopération internationale demeurent un scandale criant. Peut-être est-ce là le moyen qu'a trouvé le gouvernement conservateur pour atteindre le 0,7 % du PNB consacré à l'aide internationale !

## Politique discutable

La politique canadienne en République islamique d'Afghanistan est assez claire. Sur le site du gouvernement du Canada, il est clairement identifié que *Le Canada maintient sa présence en Afghanistan pour défendre ses intérêts nationaux (lesquels?) ; s'assurer de jouer un rôle de leadership dans les dossiers mondiaux ; aider l'Afghanistan à se reconstruire.*

Essayez, à votre tour, de trouver des explications claires, précises et cohérentes sur les deux premiers points. Quant au troisième, il s'agit d'une série de projets mis en œuvre notamment par les équipes provinciales de reconstruction qui sont le *bras humanitaire* de l'armée canadienne.



Source : La Tribune, 13 janvier 2007

**Encart de l'armée canadienne paru dans les pages publicitaires de La Tribune du 13 janvier dernier. Depuis quand, s'engager dans l'armée, signifie-t-il que nous nous engageons automatiquement à faire la guerre en Afghanistan au lieu d'apporter une aide humanitaire ?**

Notez bien que cette pub provient d'une entreprise privée !

Soyons clairs, les organisations de la société civile qui demandent le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan ne veulent pas laisser tomber le peuple afghan. Seulement, nous pensons qu'il est utopique de croire que l'armée canadienne, qui a actuellement un rôle offensif, peut jouer également un rôle « humanitaire » constructif. Par ailleurs, redéfinir le mandat actuel de l'armée canadienne nous semble une tâche difficile. Il s'avérerait assez peu crédible que du jour au lendemain, une armée ayant un rôle offensif, troque ses casques militaires de camouflage pour des casques bleus ! Nous pensons donc que l'armée canadienne doit se retirer progressivement d'Afghanistan pour faire place à une force de paix multinationale composée de pays n'ayant pas participé à l'actuelle invasion.

## Un débat nécessaire

En fait, au-delà de la guerre menée par le Canada dans la République islamique d'Afghanistan, la politique étrangère canadienne a connu au

cours des dernières années un véritable virage. Le Canada, qui auparavant était reconnu pour être un acteur important dans les missions de paix à l'étranger, a totalement réorienté sa politique étrangère. La ministre Verner nous annonce des investissements de 100 millions de dollars par année dans des programmes de développement en Afghanistan en oubliant de mentionner les dépenses militaires y étant rattachées.

Dans un éditorial de Gilles Toupin (*La Presse*, 18 nov. 2006) ce dernier évaluait les coûts de la présence militaire canadienne en Afghanistan à près de 10 milliards de 2001 à 2009, soit plus de 1,25 milliard par année ! Cela, sans tenir compte des investissements militaires déjà annoncés de 17 milliards de dollars, au cours des prochaines années. Enfin, nous croyons qu'au-delà de la présence canadienne en Afghanistan, un véritable débat doit s'engager par rapport au rôle du Canada dans le monde. Débat auquel les citoyens canadiens de tous horizons doivent pouvoir participer.

## Budget participatif : Le Sud enseignerait-il la démocratie au Nord ?

PAR CHRISTINE ABDEL-MALEK • Stagiaire du CSI - Programme jeunes stagiaires internationaux de l'ACDI

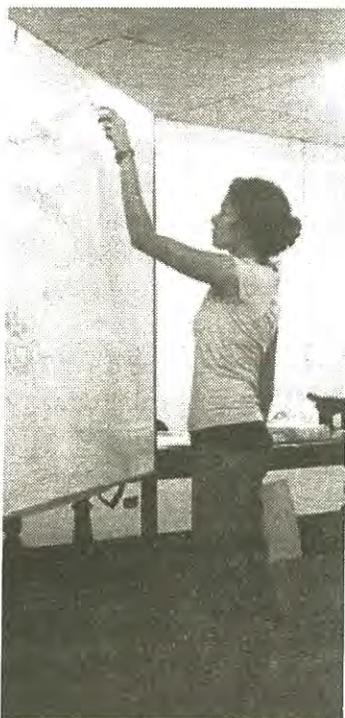
Revenant d'un séjour de cinq mois au Pérou, j'ai découvert dans un bidonville du pourtour du grand Lima éclaté, un modèle de démocratie incomparable, un Porto Alegre au Pérou : la municipalité de Comas !

En effet, suivant le mouvement des villes s'opposant au modèle néolibéral établi, avec la ville brésilienne de Porto Alegre en tête, Comas a instauré depuis 2003 son budget participatif. Cette notion encore frileuse au Nord existe déjà dans plus de 250 villes d'Amérique latine, et aurait même fait son apparition pour certaines villes dès la fin des années 1980.

## Une notion reconnue

Reconnue par différents pays et organismes tels que l'ONU, la notion de budget participatif est une référence de démocratie, de citoyenneté et de qualité de

vie. Dans la municipalité de Comas, je me suis familiarisée avec cette notion qui consiste à inclure les citoyens dans le processus de prise de décision dans un rapport de cogestion avec les élus. Les citoyens peuvent donner leur avis sur les projets qu'ils croient importants d'inclure dans le budget municipal, et la gestion municipale se fait alors dans un esprit de travail conjoint des citoyens et des élus dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie. Ce processus, m'a tout à fait impressionnée, tant par son fonctionnement administratif que par l'esprit qu'il dégage.



Archives : CSI

**Un budget participatif, c'est faisable. Il suffit d'allier la science humaine à la science de la gestion. Au Sud, on l'a compris !**

Les réunions, unissant la société civile, les élus et les organisations sociales, sortaient tout droit du modèle de gestion idéal souvent imaginé par les urbanistes, et trop souvent qualifié d'utopique par les administrateurs : un modèle de gestion alliant la science

humaine à la science de la gestion. Un nouveau type de gouvernance serait-il né ? Le Sud enseignerait-il finalement ce qu'est la démocratie au Nord ?

Source : CSI informe, automne 2006 - Vol. 10 n° 1



# Comment mettre fin aux ateliers de misère

PAR GILBERT GOSSELIN • Stagiaire à SPE

Solidarité populaire Estrie (SPE) veut sensibiliser les institutions publiques, parapubliques et la population concernant les produits que nous achetons. Le marché du vêtement est inondé par des produits qui sont faits dans des conditions de travail misérables. Des millions de personnes, qui confectionnent ces vêtements partout à travers le monde, sont victimes de telles conditions.

Selon la Coalition québécoise contre les ateliers de misère, plusieurs pays comme le Mexique, la Chine et l'Inde ont des usines de vêtements et autres produits. Dans celles-ci, les conditions de travail sont carrément inhumaines : la cadence de production insoutenable, les conditions de santé et de sécurité dangereuses, les heures supplémentaires excessives et obligatoires, les salaires pitoyables, les syndicats inexistantes et combattus par les patrons, les abus, discriminations et harcèlements fréquents. Généralement, la main-d'œuvre est constituée de femmes et d'enfants en situation de pauvreté.

Plusieurs milliers de femmes, en majorité des immigrantes, travaillent à domicile et doivent fournir, à leur frais, leur machine à coudre... Pour remplir leurs quotas, elles doivent travailler de nombreuses heures pour un salaire minable bien en dessous du salaire minimum, sans sécurité d'emploi et avantages sociaux.

### Accords discutables

Le domaine du textile et du vêtement représente 7 % du commerce mondial, avec une main-d'œuvre de 27 millions de personnes. On peut comprendre leur situation de misère quand on tient compte des effets de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui a créé, de 1995 à 2005, une lente déréglementation de ce

### Travailleurs agricoles

La Commission des relations du travail traite de trois requêtes en accréditation syndicale déposées par des travailleurs agricoles saisonniers (avec l'aide des TUAC-FTQ) dans trois fermes du Québec, au grand désespoir des employeurs ! Annuellement, il y a plus de 4 000 personnes qui sont à l'emploi dans les fermes au Québec et au Canada, elles sont 20 000.

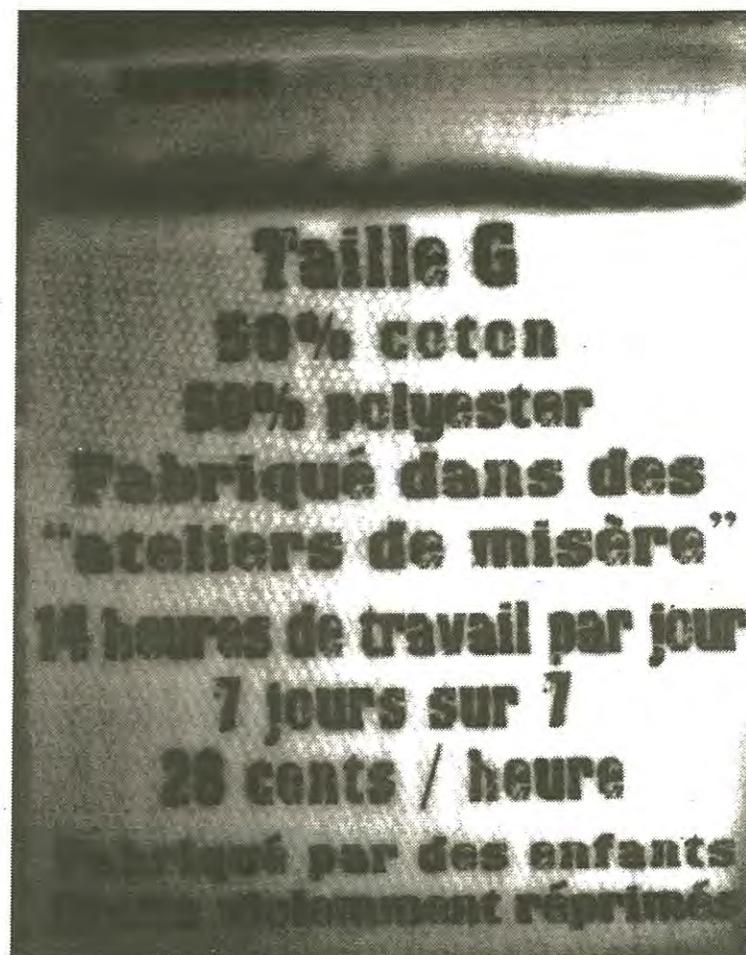
La Déroute, Illusion-Emploi, Hiver 2007, Vol. 8, n° 1

secteur. En janvier 2005, l'Accord multi-fibre (AMF) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a enlevé les quotas d'importation. Les industries canadiennes et états-uniennes ferment alors et se délocalisent. Les pays d'Amérique latine se font compétition. De plus, de 1992 à 2002, l'importation chinoise de vêtements a augmenté de 7 % à 22 %. De 2002 à 2005, la main-d'œuvre québécoise dans les

secteurs du textile a été réduite de 33 %. Ces industries de misère se propagent.

### Y mettre fin

SPE, en lien avec la Coalition québécoise contre les ateliers de misère, interpelle les institutions publiques et parapubliques en Estrie pour soulever l'existence du phénomène des industries de misère et inviter les acteurs régionaux à agir. SPE vise à faire adopter des politiques d'achat responsable ou codes de conduite responsable par ces institutions qui achètent des vêtements et autres produits en grande quantité, car nous nous opposons à cet esclavage moderne.



Dépliant de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère

## Campagne pour la fin des procès secrets au Canada

Lettre ouverte et appel à l'action des grévistes de la faim au « Guantanamo du Nord »



Trois hommes détenus en vertu d'un « certificat de sécurité » ont émis une lettre ouverte à la population du Canada. Les trois hommes font une grève de la faim afin de protester contre leurs conditions de détention au Centre de surveillance de l'immigration de Kingston (CSIK), rebaptisé le « Guantanamo du Nord ». Le 8 janvier 2007, Mohammad Mahjoub en était à 45 jours sans nourriture alors que Hassan Almrei et Mahmoud Jaballah en étaient à 34 jours. Voici quelques extraits de leur lettre ouverte.

Le lundi 8 janvier 2007,

Nous vous écrivons aujourd'hui parce que le gouvernement du Canada refuse de nous parler. Nous sommes trois hommes musulmans détenus en vertu d'un certificat de sécurité, sans accusation depuis cinq à six ans et demi, et ce, sans avoir bénéficié d'une libération sous caution.

Plusieurs groupes, incluant Amnistie internationale, ont décrit les certificats de sécurité comme étant fondamentalement injustes et déficients. Les Nations Unies ont critiqué cette pratique. Présentement, la Cour suprême du Canada tente de déterminer ce que le Canada doit en faire.

Nous sommes détenus dans un endroit qui se nomme le Centre de surveillance de l'immigration de Kingston (CSIK). Certaines personnes ont rebaptisé cet endroit le « Guantanamo du Nord ». Comme les captifs de la prison de Guantanamo à Cuba, nous sommes détenus indéfiniment. Cela constitue une forme de torture psychologique qui est quasi inimaginable. Nous ne savons pas à quel moment, ni même si un jour nous serons relâchés.

Nous avons été très patients et avons fait de notre mieux pour faire face à un processus contre lequel il est impossible de se défendre. Mais il y a cependant une limite à ce que des êtres humains peuvent tolérer. Au-delà de celle-ci, les voix se lèvent et les gens se tournent vers des actes de dénonciation pacifique. Nous sommes présentement en grève de la faim (nous ingérons uniquement des liquides) pour protester contre nos conditions de détention. C'est une expérience difficile pour nous et nos familles, mais c'est notre seule voix.

### Nos revendications sont très simples

Nous demandons qu'un surveillant soit à nos côtés pour tous nos déplacements dans l'établissement (soins médicaux, entre autres). Nous aimerions pouvoir contacter les médias sans que

les gardiens soient présents pendant les entrevues. Nous voulons que le décompte quotidien des prisonniers cesse. Nous ne sommes que trois détenus ; cet exercice est donc humiliant et inutile. Nous aimerions utiliser des cartes d'appel pour contacter nos familles à l'étranger. Nous voulons les mêmes droits que les autres détenus fédéraux : l'accès à la bibliothèque, la possibilité de suivre un programme de formation ainsi que des visites privées avec nos familles. Toutes nos plaintes au sujet du personnel ne doivent plus être traitées par le personnel lui-même. Finalement, ce que nous voulons, c'est d'être traités comme des humains. Tous les êtres humains ont des droits.

Nous nous trouvons présentement dans une situation très difficile. Si le gouvernement ne veut pas nous parler, nous espérons au moins qu'il vous entendra, vous. Les procès secrets, comme ceux que nous subissons, blessent la démocratie canadienne. Il n'y a que la justice qui pourra guérir les plaies.

Mahmoud Jaballah, Mohammad Mahjoub, Hassan Almrei

• Pour les appuyer, écrivez ou appelez le ministre responsable de l'Agence des services frontaliers du Canada. Demandez qu'il les rencontre immédiatement ou qu'il nomme une personne neutre pour aider à résoudre la crise.  
Stockwell Day, ministre de la Sécurité publique  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6  
Tél. : (613) 995-1702 / téléc. : (613) 995-1154 day.s@parl.gc.ca  
communications@psepc.qc.ca

• Contactez la ministre de l'Immigration, Diane Finley au (886) 496-3400

• Envoyez une carte d'appui aux détenus et à la Campagne d'appui Mohammad Mahjoub, Mahmoud Jaballah et Hassan Almrei  
Centre de surveillance de l'immigration de Kingston  
a/s CSC RHQ Ontario Region  
440, King Street West, PO Box 1174, Kingston (Ontario) K7L 4Y 8

• Pour information : Campagne pour la fin des procès secrets au Canada, 1-416-651-5800



# Une campagne axée sur les mines

PAR YVONNE BERGERON • Membre du conseil diocésain

Pendant les cinq prochaines années, Développement et Paix entend faire la promotion du développement humain à partir de la problématique des ressources naturelles. Les deux premières années seront consacrées aux mines, les deux suivantes à la terre et la dernière reviendra sur l'eau.

Dans le domaine de l'industrie minière, le Canada est un producteur majeur. Il occupe le premier rang au monde pour l'uranium, le zinc et la potasse. Les entreprises canadiennes particulièrement connaissent une explosion d'investissements depuis la présente décennie (voir l'article de Claude Lévesque dans *Le Devoir*, 14 nov. 2006, A 4). Le Canada assure un appui de taille à cette industrie à la fois par des études de marchés, par des agents présents dans une douzaine de villes canadiennes et dans 140 villes aux quatre coins du monde et par le biais de la société d'État EDC (Exportation et développement Canada). Celle-ci, en effet, offre des services de financement, de subventions et de gestion des risques aux exportateurs et aux investisseurs sur environ 200 marchés étrangers. À titre d'exemple, en 2005, près de 7000 entreprises canadiennes (dont à peu près 90 % sont des PME) ont reçu un appui d'une valeur de 57,5 milliards de dollars.

## Responsabilité sociale

Pour 2006-2007, la Campagne de Développement et Paix

porte sur la *Responsabilité sociale des entreprises minières canadiennes*. Elle s'intéresse précisément au rôle que jouent certaines de ces compagnies dans les pays du Sud et aux impacts de leurs exploitations. Tout en reconnaissant que plusieurs industries canadiennes se comportent de façon responsable, ici ou ailleurs, nous savons que d'autres détruisent l'environnement, ne respectent pas les besoins des communautés, violent des droits humains, portent atteinte à la démocratie et contribuent à l'appauvrissement des populations. Comment expliquer une telle situation malgré le fait que le Canada ait signé plusieurs conventions et codes de conduite internationaux ?

Diverses raisons peuvent être apportées dont surtout celle du « caractère non contraignant » de ces ententes : leur application n'étant pas obligatoire, aucune sanction n'est imposée aux compagnies qui bafouent ces normes internationales. Scandaleuse réalité dénoncée en 2005, par un comité de députés fédéraux, dans un rapport qui a fait réagir le gouvernement canadien et qui a débouché sur des consultations encore en cours.

## Notre action

Pour favoriser le développement humain par la gestion participative, le contrôle démocratique et le partage équitable des ressources, Développement et Paix ose comme balises aux décisions et aux actions six principes de base que vous retrouvez dans le tableau ci-contre.

En s'appuyant sur ces principes, l'action de Développement et Paix demande au gouvernement canadien de :

1) développer des mécanismes légaux qui obligent les compagnies canadiennes à rendre compte de leurs actions à l'étranger ;

2) refuser d'accorder l'aide du gouvernement canadien aux compagnies minières qui ne respectent pas les normes internationales en matière de droits humains et d'environnement<sup>1</sup>.

Agissons pour des campagnes minières responsables !

<sup>1</sup> Pour les personnes intéressées à participer à la Campagne de cette année, il est possible de se procurer des cartes à signer au bureau de DÉVELOPPEMENT ET PAIX ESTRIE, au 187 rue Laurier, local 213, Sherbrooke, tél. : (819) 822-3178, courriel : paix@dp-sherbrooke.org

## Six principes de base

1. La terre est sacrée. Toutes les formes de vie sont interdépendantes. La diversité et l'équilibre écologiques doivent être protégés.
2. Les ressources de la Terre doivent être réparties équitablement. Un tel partage favoriserait la paix et permettrait aux générations actuelles et futures d'en bénéficier.
3. Toute communauté a le droit de participer pleinement aux débats et d'influencer les décisions qui ont un impact sur elle.
4. Au nom de la solidarité et du bien commun, les décisions prises en faveur d'une communauté ne doivent pas enfreindre les droits des autres communautés.
5. La valeur des ressources naturelles pour le bien commun a priorité sur toute valeur commerciale.
6. Lors de l'extraction, la gestion et l'utilisation des ressources naturelles, les droits humains doivent être respectés, spécialement ceux des peuples autochtones et des personnes marginalisées à cause de leur condition sociale, leur sexe ou leur race<sup>1</sup>.



**Développement et Paix**

<sup>1</sup> Pour approfondir l'ensemble des questions abordées dans cet article, voir le matériel préparé par DÉVELOPPEMENT ET PAIX. Voir aussi « Les veines ouvertes de l'Afrique », dossier de la revue *Relations*, n° 713 (déc. 2006), pp. 10-27.



Capitale : Caracas  
Population : 23,9 millions (2001)  
Langue officielle : castillan (ou espagnol)  
Groupe majoritaire : espagnol (92,2 %)  
Groupes minoritaires : près de 40 langues amérindiennes, dont plusieurs en voie d'extinction  
Système politique : République fédérale présidentielle

# Élections au Venezuela

PAR YVES LAWLER

Au nom de la « sécurité globale » les États-Unis s'arrogent le droit d'intervenir dans n'importe quel pays au nom des droits humains, de la lutte anti-terroriste, de la défense de la démocratie, de la lutte contre le narcotrafic...

Après la Seconde Guerre mondiale, la CIA, organisait et finançait des coups d'État militaires contre les gouvernements gênants (Mossadegh, Arbenz, Allende, ...). Aujourd'hui, avant d'en arriver là, elle organise des « révolutions » orange, rose, etc. Pour ce faire, elle a créé au début des années 1980, des agences écrans pour financer et entraîner des groupes d'opposition.

Il s'agit de l'Agence Étatsunienne pour le Développement

International (USAID) et du Fonds National pour la Démocratie (NED) qui financent et organisent les partis, syndicats, organisations qui s'opposent aux gouvernements à renverser. L'aspect politique et stratégique revient au Albert Einstein Institute (AEI) qui a formé à ses techniques de déstabilisation, le mouvement étudiant yougoslave Otpor, Pora en Ukraine, Zoubren en Biélorussie, etc. Ces groupes contestent les résultats électoraux et occupent

la rue exigeant la démission du gouvernement.

Ces trois organisations sont actuellement à l'oeuvre dans plusieurs pays d'Amérique latine qui élisent des gouvernements de gauche. Prenons le cas du Venezuela.

## Le but : déstabiliser

Entre 2001 et 2004, elles ont dépensé plus de 30 millions de dollars pour financer des groupes d'opposition. Parmi les opérations de déstabilisation, la tentative de coup d'État, le sabotage économique et l'organisation du référendum révocatoire contre le président Hugo Chavez.

L'AEI, en avril 2003, a tenu une consultation avec les membres de l'opposition de droite vénézuélienne afin de développer une stratégie pour restaurer la « démocratie » au Venezuela. Après analyse des échecs du passé, on opta pour la stratégie utilisée en Europe de l'Est : semer le doute sur le processus électoral pour créer un terrain propice à l'action antidémocratique.

Depuis, l'opposition de droite a questionné le système de votation électronique et mis en doute le registre électoral. Débutée sur toute la ligne par des organismes internationaux, elle s'est résignée à présenter Manuel Rosales qui avait participé au coup d'État de 2002 en signant le décret qui avait dissout toutes les institutions de la nation. Depuis la fin de l'été, les maisons de sondage « neu-

tres » annoncent sa victoire pour préparer le terrain à une contestation des résultats électoraux.

## Soyons solidaires

Quelques semaines avant l'élection, apparaissent aux abords de certaines universités de Caracas des tracs d'un nouveau groupe : « Plan V ». Une organisation de jeunesse dont le but est la mobilisation des jeunes au cas où le conseil national électoral ne respecte pas leur vote. Il faut bien sûr entendre si le CNE déclare Chavez gagnant.

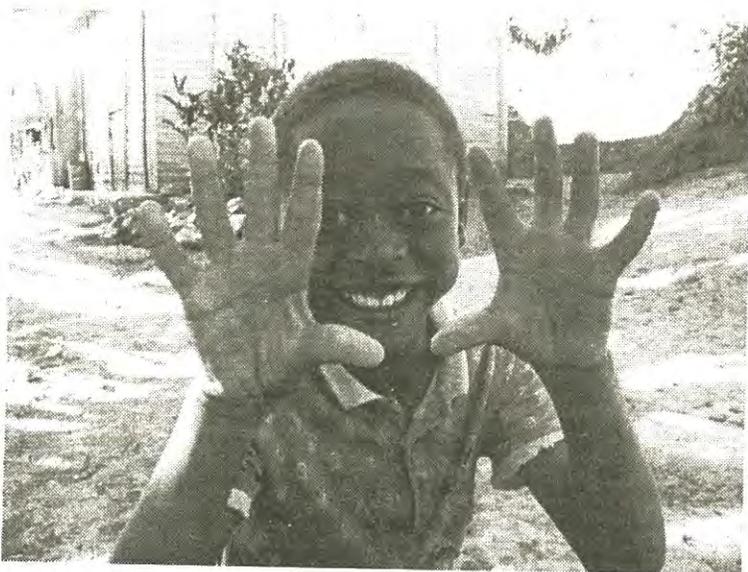
Le président Chavez a reçu 61 % des votes. La révolution bolivarienne pourra continuer, mais dans quel climat ? Il y a fort à parier que l'impérialisme et ses alliés de droite ne vont pas rester les bras croisés. Le Venezuela aura alors besoin de notre solidarité.



# L'expérience internationale

PAR BENOÎT PILOTTE • Stagiaire CSI

Même si notre monde est loin d'être idéal, nous sommes, en tant que Canadiens ou Québécois, choyés. Nous le sommes tant au niveau des ressources naturelles de notre pays, de notre situation géographique enviable, que de plusieurs de nos politiques, institutions et structures sociales rendant accessibles services, droits et éducation. Ce sont nos conditions de vie qui, par la force des choses, sont positivement influencées par tous ces éléments. Notre potentiel et notre pouvoir d'améliorer notre sort et celui des autres n'en sont qu'accrus. Et ainsi nous « prospérons » dans notre riche société...



qui semble un don de soi au départ devient rapidement un échange, car nombreux sont les fruits qu'il récoltera durant son projet à l'étranger, puis des graines qu'il sèmera à son retour.

## Saisir sa chance

Pour ma part, j'ai eu cette chance, au cours des dernières années, de vivre plusieurs expériences enrichissantes avec le Carrefour de solidarité internationale (CSI). J'ai développé cette passion en m'intéressant à la coopération internationale. J'ai effectué un premier stage au Mali en 2004 via le CSI et le Collège de Sherbrooke. La piqûre est contagieuse, mais le stagiaire consciencieux reçoit les vaccins appropriés avant le départ ! Depuis lors, j'ai continué à m'investir dans des

projets avec le CSI et à tenter d'insuffler à d'autres Québécois une préoccupation sur les grands enjeux actuels qui nous concernent toutes et tous : la recherche d'une justice sociale ici et ailleurs, l'atteinte d'une véritable équité entre les sexes et les peuples, la lutte à la pauvreté, le développement harmonieux et sain de notre petite planète... Mon expérience s'est poursuivie par un stage de cinq mois au Pérou en 2004-2005, à titre de conseiller en citoyenneté et démocratie et l'hiver dernier, à titre d'accompagnateur d'un groupe de neuf stagiaires du programme Québec Sans Frontière (QSF) en République dominicaine. Maintenant, j'ai la chance de continuer dans cette voie par l'entremise d'un stage que je réalise au CSI.

Pourquoi cette détermination à poursuivre ? Dans la conjoncture actuelle, teintée de plusieurs tensions internationales et aussi dans notre propre pays, entre diverses communautés culturelles, nous avons à faire un choix en tant que citoyen, en tant que peuple. Nous pouvons porter sur notre entourage une influence de fermeture, d'individualisme, centrée sur nos

propres et seuls besoins. Nous pouvons nous contenter de profiter du mieux que nous pouvons des grands dogmes économique et néolibéraliste, bien sûr inévitablement au profit de la majorité de la population planétaire.

## Connaître ses valeurs

Ou alors, nous pouvons, comme individu et comme pays, dans nos politiques et dans nos interventions, dans nos paroles et dans nos actions, être porteurs de valeurs pacifistes, solidaires, respectueuses, soucieuses de la diversité des cultures et de l'environnement. Des valeurs qui ont comme objectifs véritables une répartition équitable des richesses, un respect des droits humains et des différences, un développement des peuples convenant à leurs propres spécificités et besoins. C'est dans cette dernière énumération que je m'inscris, d'où cette poursuite de ma quête dans la solidarité internationale... Nous sommes à une ère néolibérale où, si nous ne sommes pas vigilants et actifs, nous risquons par de mauvais choix ou par inactivité, d'aggraver une situation déjà alarmante. Soyons solidaires !

Y a de la joie !

Photo : Mélanie Dufresne, stagiaire

Nous devons cependant beaucoup de cette « aisance » au hasard, à l'Histoire, mais aussi et surtout, aux efforts et luttes de nos prédécesseurs. C'est dans cette logique qu'une per-

sonne s'investit à l'amélioration des conditions de vie de gens. Certaines se feront une vocation localement, alors que d'autres le feront à l'international... Le coopérant à l'international... Ce

# SOS

## La combinaison gagnante



Pensez-vous  
qu'il existe des trucs  
pour gagner ?

Faites le point sur vos habitudes de jeu.  
Découvrez votre portrait de joueur en vous  
procurant le dépliant 8/8 sur le site 8sur8.com.

Si le jeu n'est plus un divertissement...

**1 866 SOS-JEUX**

1 866 767-5389

JEU : AIDE ET RÉFÉRENCE

FONDATION  
MISE SUR TOI

une initiative de Loto-Québec

## CHÔMAGE

### Soutenir ou piéger ? Là est la question

Chaque nouvelle pratique de la Commission de l'assurance-emploi du Canada (CAEC) mérite qu'on s'y attarde attentivement. Même si aux premiers abords, certaines modifications semblent positives pour les prestataires, ce n'est pas toujours le cas. Rappelons-nous des rencontres de groupe organisées dans le cadre du « Service d'aide aux prestataires » qui aujourd'hui se sont transformées en séances de propagande anti-fraude où les prestataires sont piégés plutôt que soutenus en matière de disponibilité.

Une nouvelle pratique vient de faire son apparition et je crains qu'elle cause bientôt des ravages. On m'a invité à regarder cette nouveauté de façon positive. J'ai tenté de le faire, mais la réalité quotidienne au Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie (MCCE) me rappelle qu'il faut constamment demeurer vigilant. Dans le doute, je préfère partager mes craintes avec vous.

#### Où se trouve cette nouveauté ?

Lorsqu'on dépose une demande de prestations, l'ordinateur émet à la toute fin du processus un avis de « Confirmation et paiement ». Celui-ci précise un numéro de confirmation, la date et l'heure de la réception de sa demande, l'adresse de son Centre Service Canada et un petit descriptif des futures étapes dans le traitement de sa demande. Il est recommandé d'imprimer et de conserver cet accusé de réception.

La nouveauté se trouve juste au bas de ce document ou sur la deuxième page ou à l'endos si celui-ci est imprimé au bureau de la CAEC. Sous la forme d'un message encadré, le ministère demande si vous saviez que 1, 2 ou 3 emplois correspondant à votre dernier emploi sont offerts dans votre région. Un aperçu de ces offres apparaît ensuite précisant le numéro de l'offre, son appellation, le lieu de travail et le nom de l'employeur.

À première vue, rien ne semble trop dangereux. Par contre, les premières fois que nous avons vu de telles mentions, les prestataires ne les avaient pas remarquées et avaient classé cet accusé de réception. Bien qu'ils aient entrepris des démarches afin de se retrouver un emploi, ceux-ci n'avaient pas donné suite à ces quelques offres. Nous leur avons conseillé d'y porter une attention particulière afin d'éviter des problèmes.

#### Attention ! La Loi est là !

En effet, la Loi prévoit l'exclusion d'un prestataire qui, sans motif valable, n'a pas postulé un emploi convenable qui était vacant, après avoir appris que cet emploi était vacant. La durée de cette exclusion est d'au moins sept semaines et ne peut dépasser douze semaines. On peut rapidement imaginer le pétrin dans lequel serait le prestataire qui se fait demander quelques semaines plus tard s'il a postulé sur le ou les emplois mentionnés sur son accusé de réception.

Il n'est pas obligé de postuler un de ces emplois si, par exemple, celui-ci n'était pas convenable ou si le prestataire ne possédait pas les qualifications exigées. Plusieurs motifs pourraient valider sa décision de ne pas postuler. Toutefois, le ministère voudra connaître ses motifs. Un prestataire doit donc consulter le détail de l'offre d'emploi et noter le ou les motifs pourquoi il a décidé de ne pas postuler au cas où un agent de la Commission lui demande des comptes. Vivons-nous encore une fois la transition douteuse d'une mesure positive vers un outil répressif dans les mains d'une machine totalement déshumanisée ? Le doute est malheureusement justifié.

PAR DENIS POUDRIER • MCCE

*MCCE*

À la défense des prestataires d'assurance-chômage en Estrie

**Rencontre publique d'information  
chaque mercredi soir à 19 h**

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie  
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke Qc J1H 4Z4

www.lemcce.org «Actif depuis 1980» 819 566-5811

## Augmentation du salaire minimum

# 0,25 \$, quel beau cadeau...

PAR MANON BRUNELLE • ILLUSION-EMPLOI

Le gouvernement provincial a confirmé la rumeur d'avant les Fêtes pour une augmentation de 0,25 \$ du taux horaire du salaire minimum applicable le 1<sup>er</sup> mai prochain. Quel beau cadeau de la part du premier ministre Jean Charest qui s'opposait à toutes les augmentations lorsqu'il était chef de l'opposition ! Ça commence à sentir l'opportunisme d'une campagne préélectorale ! Serait-il tout à coup sensible au sort des travailleuses et travailleurs pauvres, ou est-ce que son gouvernement a décidé de prendre des résolutions en ce début d'année 2007 ?

Nous ne pouvons pas être contre la vertu. L'annonce de cette hausse est tout de même mieux qu'un statu quo, comme nous l'avons déjà connu à quelques reprises. Cependant, nous sommes loin des demandes des groupes de pression, des syndicats et du parti politique qui revendiquent un salaire qui se situe au-dessus du seuil de faible revenu établi par Statistique Canada, ainsi que des correctifs notables demandés dans différents rapports accablants qui dénoncent la faiblesse du taux du salaire minimum.

#### Rapport accablants

Lors de la publication de son rapport, le Comité des droits sociaux, économiques et culturels de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a rendu son verdict sur les politiques de nos gouvernements en lien avec le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) auquel nos gouvernements ont adhéré. On y a dénoncé, entre autres, la faiblesse du taux actuel du salaire en notant qu'il était inférieur au seuil de faible revenu. Le comité presse le gouvernement provincial d'adopter toutes les mesures nécessaires pour que le salaire minimum soit haussé partout de sorte que tous les travailleurs et leur famille puissent jouir d'un niveau de vie décent. Le rapport social de la Ligue des droits et libertés (LDL) va dans le même sens concernant

la pauvreté, l'emploi et le salaire minimum et les améliorations à apporter pour corriger la situation. Le Forum régional sur le développement social de la Conférence des élus de Montréal (où l'on retrouve la Chambre de commerce et d'autres élus socio-économiques) a produit le document « Quand le travail n'empêche plus d'être pauvre », démontrant que 40 % des travailleurs et des travail-



Ça va en prendre un, puis un autre. Et encore...

leuses reçoivent un salaire sous le seuil de faible revenu. Tout ce monde ne peut être qualifié d'illuminé ou de « pelleux de nuages » de gauche. Leur voix doit être entendue.

#### Politique de la peur

Bien sûr, le patronat, ou bien certains économistes et éditorialistes, s'opposent à toute hausse du taux du salaire minimum alléguant le départ de nombreuses entreprises et une faillite pour la province. Encore faut-il savoir qu'avec cette hausse, nous sommes au niveau de l'Ontario, du Manitoba et de

la Colombie-Britannique. Une récente étude de l'Institut économique de Montréal (IEM) mentionne qu'un salaire plus élevé augmente l'exclusion et réduit l'emploi de « 2,5 % chez les adolescents » ! Le problème est que l'on retrouve d'autres personnes que des adolescents au bas de l'échelle. On y retrouve des soutiens de famille, des familles monoparentales, des personnes immigrantes et même des personnes ayant perdu un emploi bien rémunéré et qui se retrouvent à occuper un nouvel emploi au salaire minimum.

L'augmentation des demandes de paniers de nourriture, des repas servis dans les soupes populaires et autres services de gestion de la pauvreté, nous démontre qu'il y a de plus en plus de travailleurs et de travailleuses qui s'appauvrissent. La charité et l'aide de la population n'a pas à se substituer à un revenu décent garantissant sa pleine autonomie à une personne salariée.

Il est bon de se rappeler que le gouvernement du Québec a adopté une loi le contraignant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Des gestes réalistes et concrets doivent être portés pour être conformes aux articles contenus dans cette loi. Il ne peut pas se cacher derrière son paravent de plan gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec les miettes qu'il a octroyées jusqu'ici...



Au cours de la dernière année, la diffusion d'études, de recherches, de documents et de rapports accablants ont démontré le lien direct entre la pauvreté, l'emploi et le salaire minimum.

Rencontre d'information animée par François Aubry  
Retraité et ancien économiste de la CSN

Rédacteur principal du document

« Le salaire minimum, la pauvreté et l'emploi, des arguments en faveur d'une hausse substantielle du salaire minimum ».

**Mardi, 6 février 2007**

**De 13 h 30 à 16 h 00**

**187, rue Laurier**

**Salle Alphonse-Desjardins**

Réservez votre place en téléphonant au (819) 569-9993

# La campagne pour un milliard d'arbres

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a lancé l'initiative « Plantons pour la Planète : la Campagne pour un milliard d'arbres ». À travers le monde, individus et organisations, d'horizons aussi divers que la société civile, le secteur privé ou l'État, sont encouragés à enregistrer, sur ce site, leur engagement à planter des arbres. L'objectif est de planter au moins un milliard d'arbres à travers le monde en 2007.

Wangari Maathai, fondatrice du mouvement Ceinture verte et Prix Nobel de la Paix en 2004, le Prince Albert II de Monaco, le PNUE et des experts en agroforesterie apportent leur soutien à une initiative mondiale

pour combattre les changements climatiques au niveau local.

## Histoire de l'arbre

À travers le monde, la forêt représente non seulement un élément clé de la protection de

l'environnement mais assure également la survie au quotidien de plus d'un milliard de personnes qui en sont tributaires. L'arbre nous donne de nombreux produits (bois, fruits, ingrédients de médicaments, boissons, fourrage) et nous rend d'innombrables services tels que la séquestration du carbone, l'ombre, des bienfaits esthétiques. L'arbre empêche l'érosion et est essentiel à la fertilité de la terre. Sans lui, la vie sur terre serait gravement compromise.

Les forêts ont un caractère culturel, spirituel et ludique. Dans certains cas, elles font partie intégrale de la culture et de la tradition des peuples indigènes et des sociétés traditionnelles. Les forêts et les arbres revêtent une importance symbolique dans la plupart des religions. L'arbre symbolise la continuité historique, relie la terre aux cieux et, dans certaines traditions, abrite l'âme des ancêtres ainsi que les « bons » et « mauvais » esprits.



**Objectif : 1,000,000,000**  
**Promis : 165,252,460**  
**Plantés : 433,311**

Dans les sociétés modernes, les forêts ont également une valeur ludique. Elles représentent un symbole universel de vie aussi bien pour les citadins que pour les paysans, les fermiers et leurs habitants.

Les ingrédients entrant dans la fabrication de médicaments sont souvent issus de l'arbre qui est perçu par certaines tribus comme favorisant la fertilité. L'arbre, dans toute sa majesté, abrite les palabres et sous l'arbre, on célèbre des mariages. Souvent un arbre est planté à la naissance d'un enfant ou à la mort d'un être cher.

Source : Site web de l'ONU/PNUE

## Questions et réponses sur l'arbre

1-Quelle superficie de la Terre est recouverte de forêts ?

Les forêts occupent 30 % de la superficie totale des terres. En 2005, la superficie forestière totale représentait un peu moins de quatre milliards d'hectares, soit une diminution d'au moins un tiers depuis l'aube de l'agriculture, il y a 10 000 ans (1 hectare équivaut à 1 km<sup>2</sup>).

2-Où se trouvent les forêts ?

Les forêts ne sont pas réparties équitablement à travers le monde. Les dix pays les mieux dotés en forêts sont la Fédération russe, le Brésil, le Canada, les États-Unis, la Chine, l'Australie, la République démocratique du Congo, l'Indonésie, le Pérou et l'Inde. Ils renferment à eux seuls deux tiers de la superficie forestière totale.

3-Qui s'occupent des forêts et des arbres ?

Près de dix millions de personnes travaillent dans le secteur de l'aménagement et de la conservation des forêts. L'emploi dans les activités forestières a diminué d'environ 10 % de 1990 à 2000.

Source : Mouvement Ceinture verte Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF)

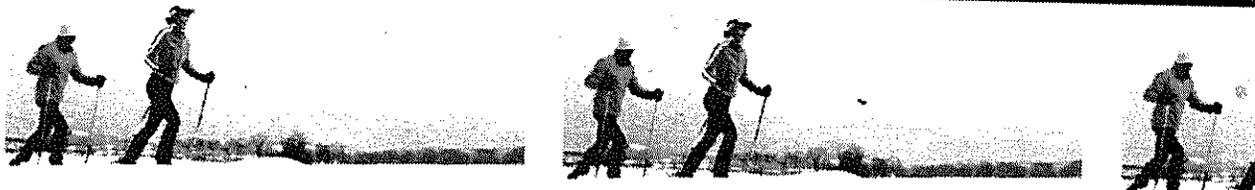
2007

08

09

10

## CONTINUEZ LA BELLE VIE



OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF OBLIGATIONS À TAUX FIXE OBLIGATIONS BOURSIÈRES OBLIGATIONS SÉCURISÉES OBLIGATIONS À ESCOMPTE  
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ÉPARGNE FLEXI-PLUS PLAN ÉPARGNE PÉRIODIQUE

### DONNEZ-VOUS LES MOYENS DE CONTINUER À FAIRE CE QUE VOUS AIMEZ.

**BONI DE 1%**

la première année pour les nouveaux fonds REER

#### OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

- + Taux avantageux garantis pour 10 ans.
- + Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

**ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC**

**VOTRE REER GARANTI À 100%**

1 800 463-5229 | [www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

Épargne Placements Québec

## VOUS ET VOS DROITS

**Vous êtes de passage au Canada et vous désirez maintenant présenter une demande de résidence permanente. On refuse toutefois votre requête en prétendant que vous présenteriez un fardeau excessif pour la société vu vos problèmes de santé. Peut-on rejeter votre requête pour cette raison ?**

### Les faits :

Une dame entreprend une série de démarches afin de rester au Canada. La dernière demande est fondée sur des motifs humanitaires et la femme invoque son état précaire. En effet, la malade a besoin d'une greffe et dans l'attente, elle doit suivre un traitement continu. Dans son pays, elle affirme qu'une greffe est pratiquement impossible et que les soins de santé sont très coûteux. La femme n'aurait pas les moyens de s'offrir les traitements. Malgré tout, on rejette sa demande sur l'appui de l'article 19 (1) a (ii) de la Loi sur l'immigration qui indique qu'on ne peut pas accepter une personne qui entraînerait ou risque d'entraîner un fardeau excessif pour les services sociaux ou de santé. La femme invoque alors l'article 7 de la Charte qui protège le droit à la vie, liberté et sécurité de la personne.

### Le litige :

Plusieurs questions sont traitées dans ce jugement mais voici celles pertinentes pour la fin du problème abordé : 1. L'agente a-t-elle agi contrairement à la loi en omettant de tenir compte d'éléments pertinents ? 2. Les droits reconnus par la Charte peuvent-ils être pris en considération dans cette affaire ?

### La décision :

L'agente n'a pas agi contrairement à la loi et les droits reconnus par la Charte ne sont pas violés en l'espèce.

Vous et vos droits (suite)

### Les motifs :

Relativement à la première question, on juge que le fardeau de la preuve retombait sur l'étrangère et non sur l'agente qui traitait le dossier. La femme devait démontrer que le retour dans son pays consistait un obstacle réel. Elle aurait dû exposer qu'elle se verrait refuser l'accès aux soins et qu'il lui était totalement impossible d'acquiescer les traitements. Cette démonstration n'a pas été faite. Concernant le deuxième volet, on dit que la dame n'a pas démontré qu'il y a eu violation à la Charte.

En effet, rien ne démontre que la malade a besoin d'une greffe dans les plus brefs délais. D'ailleurs, sa famille se trouve toujours dans son pays d'origine et rien ne démontre qu'il n'y a personne de compatible avec elle qui peut lui offrir l'organe. De même, toujours dans son pays, il y a une loi qui protège les gens pauvres et qui s'assure qu'on ne leur refuse pas les soins vitaux. Alors, il n'y a pas lieu de croire que l'agente a contrevenu aux droits protégés par la Charte. Chaque décision touchant cette dernière doit être examinée relativement aux faits exposés et la Cour rejette donc les demandes de contrôle judiciaire.

PAR MICHELINE PLANTE • Avocate à l'aide juridique / 819-563-6122

## Hausse des critères d'admissibilité à l'Aide juridique au 1<sup>er</sup> janvier 2007

Malgré une faible hausse des critères d'admissibilité, les seuils d'admissibilité n'apporteront pas de grandes améliorations aux personnes à faible revenu et leur accès à l'aide juridique n'en sera pas pour autant plus facile. Ainsi, les personnes seules, devront déboursés entre 100 \$ et 800 \$ si leurs revenus s'établissent entre 10 505 \$ et 14 968 \$.

Source : w.cjmq.ca

## Lutter contre la pauvreté et l'inégalité

Conférence sur le thème :  
**IMPACT DES POLITIQUES PUBLIQUES SUR L'INÉGALITÉ SOCIALE**

Conférencier invité :

Paul Makdissi

Professeur au Département d'économique de l'Université de Sherbrooke

20 février 2007

De 19 h 00 à 21 h 30

Pavillon Armand-Nadeau,  
Parc Jacques-Cartier

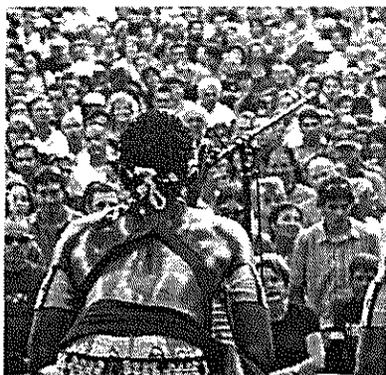
Organisée par SPE/Information :  
Suzanne Labbé au (819) 562-9547

## Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311  
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4  
Téléphone : (819) 562-9547  
solidari@aide-internet.org

*Une coalition pour  
une répartition équitable  
de la richesse*



## UNE CONTRIBUTION SOCIALE AU PROFIT DE LA COLLECTIVITÉ

Les mesures de prévention pour encourager des comportements de jeu sains, le financement de plus d'un millier d'organismes sans but lucratif, le soutien à l'action communautaire et humanitaire ainsi que l'appui à des centaines d'événements populaires sont autant d'initiatives qui illustrent l'ampleur de l'engagement social de Loto-Québec.

Sommes consacrées à la lutte contre le jeu excessif	35 millions \$
Contributions à des organismes sans but lucratif (OSBL)	21,5 millions \$
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (5 %)*	13,3 millions \$
Fonds d'aide à l'action humanitaire internationale (1 %)*	2,7 millions \$
Commandites	16,6 millions \$
La Collection Loto-Québec	0,4 million \$
Programmes destinés aux employés	2,6 millions \$

\* Pourcentage du bénéfice net de la Société des casinos du Québec et de Resto-Casino.

Pour en savoir plus : [lotoquebec.com](http://lotoquebec.com)  
Région de Montréal : 514 499-5075  
Ailleurs au Québec : 1 800 350-9033





## Que devient LA CULTURE QUÉBÉCOISE ? QUE VOULONS-NOUS qu'elle devienne ?

> Participez au grand débat de l'Institut du Nouveau Monde à compter du 2 février, dans 11 villes du Québec

CULTURE  
RENDEZ-VOUS  
STRATÉGIQUES



www.inm.qc.ca

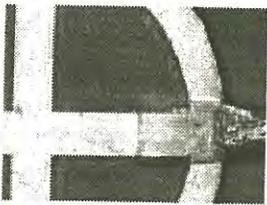
L'Institut du Nouveau monde organise dans les neuf régions du Québec, deux rendez-vous stratégiques citoyens sur la culture. En Estrie, le mandat a été confié à Sylvie L. Bergeron. Afin de répondre aux questions soulevées pour les rendez-vous, des panélistes parmi les plus éminents en région, ont été retenus dont, entre autres, Antoine Sirois, professeur émérite en littérature comparée québécoise, Jean-Pierre Kesteman, historien et auteur, Jean-Herman Guay, professeur en sciences politiques de l'Université de Sherbrooke. Ces rencontres sont présidées par Monique Nadeau-Saumier et elles sont animées par Jean-Claude Germain.

Université Bishop's - 2 et 3 février  
Musée de la nature et des sciences à Sherbrooke - 16 et 17 mars

Pour participer aux deux rencontres ainsi qu'à la rencontre nationale des Rendez-vous stratégiques de la culture, l'inscription est obligatoire.

15 \$ / membres Forfait pour les trois rencontres :  
20 \$ / non-membres 35 \$ /membres - 50 \$ / non-membres

Pour ce faire, visitez le site Internet de l'INM [www.inm.qc.ca](http://www.inm.qc.ca)



## Coup d'État militaire au Chili Le Côté obscur de la Dame Blanche

El Pueblo unido jamás sera vencido!

PAR YANICK BILODEAU

Ce documentaire de l'ONF nous présente l'histoire d'opposants au coup d'État de Pinochet, le 11 septembre 1973, au Chili, qui ont été détenus et torturés sur la Dame Blanche, un splendide navire de la Marine qui, encore aujourd'hui, fait la fierté du peuple chilien. Réalisé par Patricio Henriquez, le film nous fait voir à quelques reprises la fracture sociale existant dans ce pays. Par exemple, lors d'une cérémonie en l'honneur de la Dame Blanche, accueillie par une foule enthousiaste, une poignée de manifestants, dénonçant la torture vécue à bord du célèbre bateau, se font rabrouer par certaines personnes hostiles envers ces « communistes » rancuniers...

Plusieurs témoignages de ces gens retenus prisonniers et torturés pour leur opposition au coup d'État nous sont racontés. Entre autres, un professeur et une femme dont le frère religieux est mystérieusement disparu après son passage sur le somptueux bateau. L'histoire de cette dernière qui, avec son mari, fait sa propre enquête pour savoir ce qui s'est réellement passé, occupe la partie centrale du film. La Marine, de même que les hauts dirigeants politiques, ont longtemps nié qu'il y avait eu de la torture à bord de la Dame Blanche, qui semble devoir demeurer immaculée...

### Des dirigeants muets

Les nombreuses démarches des victimes n'ont pas tellement fait

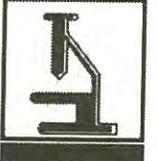
avancer les choses. On refuse d'ouvrir une enquête sur les meurtriers du frère religieux. Les manifestants ont eu recours aux médias pour faire en sorte d'avoir un peu d'attention du pouvoir en place. Les questions sont soulevées mais les dirigeants refusent d'ouvrir les registres concernant ces sinistres événements.

Le film emprunte parfois des détours en suivant ses personnages dans des événements de leur vie. On aurait gagné à resserrer le montage, en coupant certaines scènes. De même, une mise en contexte des événements aurait été appréciée, question d'éclairer la lanterne du spectateur peu familier avec cette période. Reste un beau témoignage sur la nécessité de combattre l'impunité de ces marins

et soldats qui ont participé au coup d'État de 1973. Le travail de mémoire a commencé ces dernières années, notamment avec le Rapport Valech sur la torture, évoqué dans le film. Mais il reste encore des zones grises dont l'histoire de la Dame Blanche fait partie. Notons au passage que le film était présenté par deux membres d'Amnistie Internationale, qui ont invité les spectateurs à signer deux pétitions après le film. L'une réclamait la fermeture de la base de Guantanamo, l'autre demandait que l'on poursuive les responsables de torture sous la dictature de Pinochet.

<sup>1</sup> *Le peuple uni ne sera jamais vaincu*  
C'est le titre d'une chanson politique qui est devenu, depuis le coup d'État de Pinochet au Chili, un hymne symbolisant la résistance à la dictature.

## Club des Débrouillards de l'Estrie Joyeux anniversaire !



Un anniversaire, c'est une manière amusante et scientifique de célébrer l'anniversaire de votre enfant. Une heure remplie d'expériences et d'animations ! Un grand choix de thématiques est disponible au [www.clsq.qc.ca](http://www.clsq.qc.ca). Les anniversaires sont offerts pour des groupes de 3 à 10 enfants âgés de 6 à 12 ans. Pour plus d'informations, contactez le Club des Débrouillards de l'Estrie au (819) 565-5062 ou [clsq@csrs.qc.ca](mailto:clsq@csrs.qc.ca)

## Appel de dossiers 2007 Au Resto Café Zybaldone



Le Tremplin 16-30 offre aux jeunes artistes de la région en émergence et qui ne font pas parti d'organismes professionnels, l'opportunité d'exposer leurs oeuvres. Les expositions à caractère social sont également les bienvenues puisque l'organisme possède un mandat de sensibilisation et d'éducation sociale. Les responsables du volet Milieu de vie sont à préparer la programmation 2007. Pour participer, vous devez fournir les documents suivants : un court texte sur votre démarche artistique et la présentation du projet d'exposition ; un curriculum vitae à jour incluant un dossier de presse, s'il y a lieu ; 10 diapositives ou photos d'oeuvres récentes (peuvent être mises sur CD en format JPG) ; vos coordonnées complètes avec numéro de téléphone et courriel ; toutes autres informations pertinentes. Les soumissions par Internet ne seront pas acceptées.

Adresser au Le Tremplin 16-30  
95, rue Wellington Sud, bureau 10  
Sherbrooke (Québec) J1H 5C8

Informations : Charles Fournier, responsable du Comité Arts visuels  
(819)565-4141, poste 105 / [programmation@tremplin16-30.com](mailto:programmation@tremplin16-30.com)

## ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens  
de mieux s'informer !

# ENTRÉE LIBRE

Régulier : 15 \$  Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de \_\_\_\_\_ \$ pour \_\_\_\_\_ abonnement(s)  
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

**CFLX**  
FM 95.5

La radio  
communautaire  
de l'Estrie

Dès 7 heures, commencez la journée avec l'émission  
« AU SAUT DU LIT »

Un regard sur les actualités internationales,  
nationales et locales, agrémenté de musique !

Création en toute conscience



**GRAPHIQ**  
ILLUSTRATION

graphisme • image corporative • internet

[www.graphiq.ca](http://www.graphiq.ca) • (819) 563-8039